

ANARCHIE, AJISME ET SYNDICALISME...

Le n°35 de «*L'Anarcho-syndicaliste*» ayant été consacré à des problèmes internes de la *Fédération Unie des Auberges de Jeunesse*, il me semble utile de faire quelques remarques sur cette prise de position.

Je ne vois pas d'inconvénients, loin de là, à ce que le bulletin anarcho-syndicaliste d'octobre-novembre ait été consacré aux difficultés de l'ajisme en France, mais l'analyse historique qui en est faite est par trop légère et je crains que les militants syndicalistes qui n'ont pas vécu, ou tout au moins suivi de très près, le développement de l'ajisme depuis sa création n'en tirent pas une information très claire.

Je ne referai pas aujourd'hui cet historique car pour le faire complet, il serait bien long et, disons-le, fastidieux, mais il semble indispensable de chercher à analyser le rôle du militant anarchiste dans l'ajisme parallèlement à celui qu'il joue dans le syndicalisme.

L'anarchiste rejette essentiellement tout «*gouvernement politique*» et préconise une société d'hommes libres et égaux. Dans l'immédiat, il milite dans toute organisation préfigurant cette société anarchiste (syndicats, coopératives de production ou de consommation, mouvements de jeunesse, etc...).

Cette définition est volontairement condensée mais elle doit être suffisante entre militants pour rappeler les cadres de notre action. Mais il se pose alors un problème. Doit-on en régime capitaliste créer des organismes strictement affinitaires dont l'audience actuellement serait très réduite ou alors participer à des organismes de masse dans lesquels nous défendrons nos points de vue et grâce auxquels nous vulgariserons nos conceptions libertaires?

Pour ma part, j'ai choisi l'efficacité, ainsi sur le plan syndical après avoir adhéré à la C.N.T. à sa création, j'ai rejoint en 1950 *Force Ouvrière* et je ne suis pas le seul anar, que je sache, à avoir pris cette décision. Et pourtant F.O. est loin de représenter notre idéal syndical, mais au moins nous pouvons nous y exprimer librement, y défendre nos positions, et si nous étions en plus grand nombre, les faire prévaloir sur des objectifs précis.

Dans l'ajisme, la situation est différente, les principes auxquels les jeunes militants sont très attachés correspondent à nos aspirations: gestion directe, indépendance vis-à-vis des partis des Églises et de l'État. Alors, pourquoi nous en retirerions-nous? Pourquoi abandonnerions-nous le patrimoine que nous avons contribué à créer? L'anarchiste dans les A.J. n'a pas à lutter comme dans les syndicats pour créer des bases en harmonie avec nos principes, ces bases, ces principes existent, il nous suffit de les défendre afin de les maintenir dans leur intégralité.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les partis politiques ont voulu faire de l'ajisme leur «*terrain de chasse*», et sans remonter à 1938-39 avec le C.C.I. (1); on ne peut ignorer la grande scission de 1945 qui devint effective au Congrès de Pâques à Montry. A cette époque, ce fut les *Jeunesses communistes* qui n'ayant pu s'emparer de la direction des A.J. (alors que le P.C. y réussissait à la C.G.T.) quittaient l'organisation (création de l'U.J.R.F.) et la fierté des militants anars des Auberges était alors d'avoir par leur présence et leur action dynamique empêché que le mouvement devienne une succursale de la *3^{ème Internationale}*.

Depuis il y eut la création du M.I.A.J. J'appartenais à la minorité qui s'était constituée pour lutter contre les projets d'étatisation au moins aussi menaçants, si non plus, qu'aujourd'hui, mais dès la réunion constitutive de la minorité, j'avais précisé ma position: lutter contre l'étatisation des Auberges, mais en aucun cas n'aller jusqu'à la scission. Quelques mois plus tard, un certain nombre de copains et en particulier des anars ont cru devoir créer le M.I.A.J. Je l'ai déploré, je l'ai dit et je l'ai écrit à l'époque, mais en tout cas, l'opération avait été honnête et nous avons pu malgré cela éviter l'étatisation.

Aujourd'hui la situation est différente, une tendance trotskiste dite «*groupe Lambert*» n'ayant pratiquée

ment aucune influence politique a voulu utiliser clandestinement la F.U.A.J. et la noyauter. Nous, anarchistes, ne pouvons admettre cette tentative de mainmise d'un parti politique même si, parmi les exclus, nous avons des copains personnels. Nous n'avons pas à nous faire leurs avocats dans notre presse, même si nous pouvons avoir des critiques à apporter, ou des réserves à faire sur des points précis.

Si les exclus de la 4^{ème} Internationale communiste rejoignent le M.I.A.J., cela ne fera pas beaucoup plus d'adhérents, mais les luttes internes de tendances risquent de réduire l'action et de transformer l'orientation d'un mouvement affinitaire.

Si les anarcho-syndicalistes étaient à F.O., si les ajistes anars étaient tous à la F.U.A.J., nous pourrions faire adopter des prises de position plus nettes, mais surtout l'audience de l'anarchie chez les travailleurs et chez les jeunes serait incontestablement plus large.

Cela ne vaut-il pas qu'on y réfléchisse sérieusement sans se laisser entraîner à défendre des cas indéfendables?

Jean-Lou LEFÈVRE.

(1) Le Comité de Coordination et d'Information de la région parisienne a largement contribué par son action à la reconnaissance au congrès de 1939 de la gestion directe par les jeunes. Au sein du C.C.I. les anarchistes s'opposaient et parfois violemment aux marxistes, de la 3^{ème} et de la 4^{ème} Internationale qui déjà s'efforçaient de noyauter politiquement le mouvement.